



CHAPITRE 62

CHAPTER 62

Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine

An Act respecting the city of Cap-de-la-Madeleine

[Sanctionnée le 10 février 1955]

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, constituée en vertu de la loi 8 George V, chapitre 97, modifiée par les lois 13 George V, chapitre 100; 16 George V, chapitre 77; 3 George VI, chapitres 112 et 113; 8 George VI, chapitre 57; 10 George VI, chapitre 66; 12 George VI, chapitre 58; 13 George VI, chapitre 86; 15-16 George VI, chapitre 76, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 71, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ses contribuables et pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxes fixes autorisées.

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à quatre-vingt-dix mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 1955.

Preamble.

WHEREAS the corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine, incorporated by the act 8 George V, chapter 97, amended by the acts 13 George V, chapter 100; 16 George V, chapter 77; 3 George VI, chapters 112 and 113; 8 George VI, chapter 57; 10 George VI, chapter 66; 12 George VI, chapter 58; 13 George VI, chapter 86; 15-16 George VI, chapter 76, and 1-2 Elizabeth II, chapter 71, has, by its petition, represented that it is in the interest of its ratepayers and of the proper administration of its affairs that its charter be again amended;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Fixed taxes authorized.

1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the municipal taxes of whatever nature, whether general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by Consolidated Paper Corporation Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including any additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of ninety thousand dollars per annum for a period of five years, from and after the 1st of January, 1955.

Exception.

Cette fixation n'inclura pas les taxes d'eau et les licences d'affaires;

b) l'évaluation de trois millions trois cent mille sept cents dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1960.

Taxes fixes autorisées.

2. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelques natures qu'elles soient générales et spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain par la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de soixante-douze mille six cent quinze dollars par année pour une période de cinq ans à compter du 1er juillet 1955;

b) l'évaluation de trois millions trois cent mille sept cents dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1er juillet 1955 au 30 juin 1960.

Idem.

3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie St. Regis Paper Company (Canada) Limited sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à dix mille cinq cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 1955.

Such fixing shall not include water-rates and business licenses; Exception.

b. the valuation of three million, three hundred thousand seven hundred dollars which appears on the valuation roll for the year 1954 for the industrial properties of Consolidated Paper Corporation Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the 1st of January, 1955, to the 1st of January, 1960.

2. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, Fixed taxes authorized.

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine by the Consolidated Paper Corporation Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of seventy-two thousand, six hundred and fifteen dollars per annum for a five year period, from the 1st of July, 1955;

b. the valuation of three million, three hundred thousand seven hundred dollars which appears on the valuation roll for the year 1954 for the industrial properties of the Consolidated Paper Corporation Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the 1st of July, 1955, to the 30th of June, 1960.

3. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, Idem.

a. the municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine, by the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry including all additions or improvements which may be made thereto shall be fixed to the sum of ten thousand five hundred dollars per annum for a five year period from, the 1st of January, 1955.

Excep-
tion.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) l'évaluation de deux cent quatre-vingt-deux mille dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie St. Regis Paper Company, (Canada) Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1960.

Taxes
fixes au-
torisées.

4. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelques natures qu'elles soient, générales et spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain par la compagnie St. Regis Paper Company (Canada) Limited sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de huit mille cinq cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du 1er juillet 1955;

b) l'évaluation de deux cent quatre-vingt-deux mille dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie St. Regis Paper Company (Canada) Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1er juillet 1955 au 30 juin 1960;

Idem.

5. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine, par la Compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, une compagnie formée en vertu des lois du Canada, ayant son bureau chef en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sont fixées à quatre mille dollars par année pour une

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

Excep-
tion.

b. the valuation of two hundred and eighty-two thousand dollars which appears on the valuation roll for the year 1954 for the industrial properties of the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the 1st of January, 1955, to the 1st of January, 1960.

4. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

Fixed
taxes au-
thorized.

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions or improvements which may be made thereto shall be fixed to the sum of eight thousand five hundred dollars per annum for a five year period, from the 1st of July, 1955;

b. the valuation of two hundred and eighty-two thousand dollars which appears on the valuation roll for the year 1954 for the industrial properties of the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the 1st of July, 1955 to the 30th of June, 1960.

5. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

Idem.

a. the municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, a company incorporated under the laws of Canada, having its chief place of business in the city of Cap de la Madeleine, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, shall be fixed at four thousand dollars per annum for a period of five

période de cinq ans à compter du 1er janvier 1955;

b) L'évaluation de cent cinquante-quatre mille deux cent quarante-cinq dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1960.

Exception.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires.

Taxes fixes autorisées.

6. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les taxes scolaires de quelques natures qu'elles soient, générales et spéciales à être payées, aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain, par la Compagnie Electro Refractories & Abrasive Canada Limited, une compagnie formée en vertu des lois du Canada, ayant son bureau chef en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de trois mille cinq cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du 1er juillet 1955.

Évaluation fixe.

L'évaluation de cent cinquante-quatre mille deux cent quarante-cinq dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1er juillet 1955 au 30 juin 1960.

S.R., c. 233, a. 604a, remp. pour la cité.

7. L'article 604a de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, par l'article 11 de la loi 12 George VI, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

Emprunt autorisé.

"604a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la municipalité peut, par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'approbation du ministre des affaires municipales et

years from and after the 1st of January, 1955;

b. The valuation of one hundred and fifty-four thousand two hundred and forty-five dollars which appears on the valuation roll for the year 1954 for the industrial properties of Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the 1st of January, 1955 to the 1st of January, 1960.

Such fixing shall not include water-rates and business licenses.

Exception.

6. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, a company incorporated under the laws of Canada, having its chief place of business in the city of Cap-de-la-Madeleine, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of three thousand five hundred dollars per annum for a five year period, from the 1st of July, 1955.

Fixed taxes authorized.

The valuation of one hundred and fifty-four thousand two hundred and forty-five dollars which appears on the valuation roll for the year 1954 for the industrial properties of Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, shall remain at the same amount throughout the said period from the 1st of July, 1955 to the 30th of June, 1960.

Fixed valuation.

7. Section 604a of the Cities and Towns Act, as enacted, for the city of Cap-de-la-Madeleine, by section 11 of the act 12 George VI, chapter 58, is replaced by the following:

R.S., c. 233, s. 604a, replaced for city.

"604a. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the municipality may, by by-law, which shall not require other formalities than the approval of the Minister of Municipal

Loan authorized.

de la Commission municipale de Québec, emprunter annuellement une somme n'excédant pas quarante-cinq mille dollars pour travaux permanents urgents.

Appro-
bation.

Les travaux nécessitant tel emprunt ne peuvent cependant être entrepris avant que la résolution du conseil les autorisant n'ait été approuvée par la Commission municipale de Québec."

Affairs and of the Quebec Municipal Commission, borrow annually a sum not exceeding forty-five thousand dollars for urgent permanent works.

The works requiring such loan shall not however be undertaken before the resolution of the council authorizing them has been approved by the Quebec Municipal Commission." Approval.

Pension
autorisée.

8. Le conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine est autorisé à accorder à M. Gilles Baribeau, sa vie durant, une pension de retraite au montant de soixante-quinze dollars par mois, à compter du 1er mai 1954.

8. The council of the city of Cap-de-la-Madeleine is authorized to grant, to Mr. Gilles Baribeau, during his lifetime, and commencing the 1st of May, 1954, a superannuation pension in the amount of seventy-five dollars per month; Pension authorized.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

9. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, en ajoutant, après le paragraphe 27^b, le suivant:

Taxi-
mètres.

"27^c Pour obliger les propriétaires de taxis à les munir de taximètres de modèles approuvés par la cité, et pour imposer les peines prévues par l'article 398 à tout chauffeur de taxi non muni de taximètre."

9. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Cap-de-la-Madeleine, by adding, after paragraph 27^b, the following: R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

"27^c To compel the owners of taxis to equip their vehicles with taximeters of models approved by the city, and to impose the penalties provided by section 398 on the driver of every taxi not equipped with a taximeter." Taxi-meters.

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.

10. L'article 64 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 76, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

10. Section 64 of the Cities and Towns Act, replaced for the city of Cap-de-la-Madeleine, by section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 76, is again replaced for the city by the following: R.S., c. 233, s. 64, replaced for city.

Traite-
ments et
alloca-
tions.

"**64.** Les membres du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine reçoivent annuellement comme fonctionnaires élus de la corporation: quant au maire à titre de traitement une somme de deux mille dollars, et à titre d'allocation pour des dépenses connexes à l'accomplissement de ses devoirs de maire, une somme de mille dollars; quant aux échevins, à titre de traitement une somme de six cent soixante-dix dollars, et à titre d'allocation pour des dépenses connexes à l'accomplissement de leurs devoirs d'échevins une somme de trois cent trente dollars; et ceci à compter du premier juillet 1951."

"**64.** The members of the council of the city of Cap-de-la-Madeleine shall receive annually, as elected servants of the corporation: in the case of the mayor, as salary, a sum of two thousand dollars, and as an allowance for expenses in connection with the performance of his duties as mayor, a sum of one thousand dollars; in the case of the aldermen, as salary, a sum of six hundred and seventy dollars, and, as an allowance for expenses in connection with the performance of their duties as aldermen, a sum of three hundred and thirty dollars; and this as from the first of July, 1951." Salaries and allowances.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.